Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le 04/04/2018
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

Montreuil.fr

PRESENTATION DU

BUDGET PRIMITIF

BUDGET PRINCIPAL

EXERCICE 2018

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

INTRODUCTION

La préparation du Budget Primitif 2018 de la ville de Montreuil s'est inscrite dans un contexte nouveau pour l'ensemble des collectivités territoriales. Après cinq années de baisse violente des dotations, qui a fait perdre à Montreuil 11,2 millions d'euros, soit en cumulé plus de 28,2 millions d'euros, sommes que la ville ne récupérera jamais, une nouvelle ère s'ouvre pour la gestion du service public de proximité et sa relation avec l'État.

Avec la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022, le nouvel exécutif, emmené par un Président de la République au discours girondin mais profondément jacobin, demande un nouvel effort de 13 milliards d'euros aux collectivités en cinq ans et met en place un système d'encadrement inédit de la dépense locale en échange d'un maintien des dotations. Cette mise sous tutelle des collectivités locales par l'État constitue un recul sans précédent de leur autonomie depuis les lois de décentralisation et une attaque contre les libertés des communes.

Faire face à la chute de ses ressources a été pour le service public local un défi pour préserver les services auxquels les Montreuillois sont tant attachés, sans avoir recours au levier fiscal : adaptabilité, mutabilité, jamais ces grands principes du service public n'ont été aussi prégnants durant ces trois dernières années. Dans certains cas, des prestations ont du être réajustées tout comme le soutien à l'activité associative. Pire des projets d'investissements ont dû être reportés et la rénovation des nombreux équipements et espaces publics a pâti très largement de la situation.

Certes, le maintien des dotations offre un peu de lisibilité mais ne résout pas le problème du financement des collectivités. Comment faire face aux besoins des habitants, ouvrir de nouvelles écoles, répondre aux besoins croissants d'une population en augmentation avec un niveau de dépenses strictement encadré sur trois ans.

Bien que meilleure, la situation financière de la ville de Montreuil demeure fragile. La politique de gestion rigoureuse mise en place depuis 2015 a permis de préserver le service public, de faire de Montreuil une ville qui regarde son avenir, soucieuse de ses habitants associés à l'évolution de leurs quartiers notamment grâce au budget participatif.

Le projet de budget 2018, prend donc en compte les priorités des politiques publiques qui concourent à l'amélioration des services aux Montreuillois :

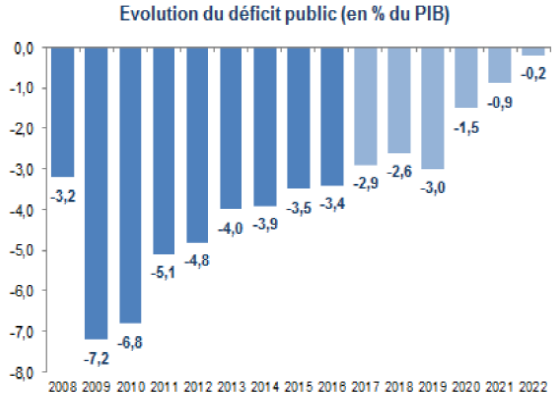
- L'amélioration du cadre de vie des Montreuillois pour une ville durable notamment dans le quartier des Ruffins ou la place de la République pour lesquels des projets sont engagés cette année, mais plus globalement par l'aménagement de la ville son entrée et les places principales,
- L'émancipation par la culture, l'éducation populaire et le sport,
- La solidarité et l'emploi, le succès du bus de l'emploi conduit à le renouveler,
- L'éducation, priorité de la ville tant au travers la livraison d'écoles, la rénovation et l'extension d'écoles ou encore la mise à disposition d'outils pédagogiques numériques notamment et la mise en œuvre des rythmes scolaires issus de la concertation avec les familles.

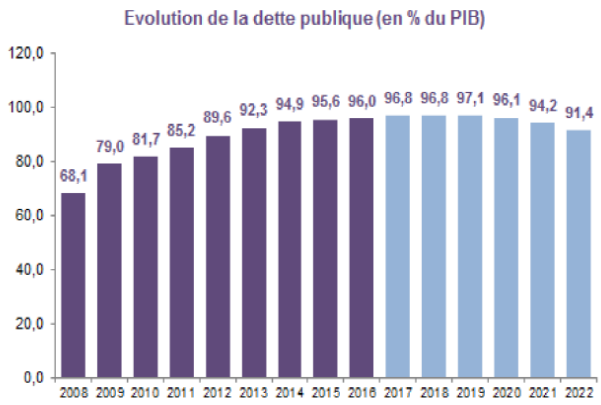
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

I – UN CONTEXTE NATIONAL NOUVEAU

Le contexte national dans lequel se sont inscrit la Loi de Finances 2018 et la Loi de Programmation des Finances Publiques pour 2018-2022 ont largement été abordés dans le dernier rapport sur les orientations budgétaires 2018.

Profitant d'une embellie économique (retour de la croissance, contexte internationale favorable, prix de l'énergie toujours bas, politique monétaire accommodante) et malgré de gros nuages (taux de chômage toujours élevé, déficit commercial qui s'accentue), le premier budget de cette nouvelle mandature traduit la volonté de l'exécutif de réduire le déficit en s'attaquant aux dépenses publiques, prétextant leur nocivité et des résultats éloignés des attentes des citoyens. Ce choix essentiellement idéologique, prétend ramener la part des dépenses publiques dans le PIB de 54,6% en 2017 à 50,9% en 2022.





Source : PLF 2018

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses publiques (% du PIB)	**54,6**	**53,9**	**53,3**	**52,5**	**51,8**	**50,9**

source : PLF 2018

L'effort devra être partagé, et les collectivités, qui ont déjà plus que largement contribué à la réduction du déficit public lors du précédent quinquennat, sont à nouveau mises fortement à contribution. S'il n'est pas prévu de baisse directe des concours de l'Etat – en 2018– il est attendu qu'elles diminuent spontanément leurs dépenses de fonctionnement de -13 milliards d'euros d'ici à 2022 par rapport à leur évolution spontanée.

La loi de programmation des finances publiques établit d'ailleurs un objectif d'évolution des dépenses locales (ODEDEL) pour cinq ans afin que les collectivités – tout comme les administrations de sécurité sociale - contribuent positivement à la baisse du déficit public alors que l'Etat n'a pas présenté un seul budget en équilibre depuis 1979 !

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Déficit public (en % du PIB)	**-2,9**	**-2,6**	**-3,0**	**-1,5**	**-0,9**	**-0,2**
dont solde Etat	-3,3	-3,3	-4,1	-2,7	-2,3	-1,8
dont solde des administrations publiques locales	0,1	0,1	0,2	0,3	0,6	0,8
dont solde des administrations de sécurité sociale	0,2	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8

source : PLF 2018

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

1.1 - LA LOI DE FINANCES POUR 2018

La loi de finances pour 2018 contient plusieurs dispositions ayant des incidences pour les collectivités : fiscalité locale (mise en place du dégrèvement de la taxe d'habitation), concours financiers de l'Etat (DGF, variables d'ajustement …), solidarité financière (DSU, fonds de péréquation …).

Pour la ville de Montreuil, l'impact devrait être relativement limité en 2018, dans l'attente de la suppression de la taxe d'habitation et de la réforme de la fiscalité locale prévue pour 2020. La stabilisation des dotations de l'Etat, et la progression des enveloppes de DSU et du FSRIF pourraient permettre une légère hausse des attributions pour Montreuil.

1.2 – L'ENCADREMENT DES DEPENSES SUR LA PERIODE 2018-2020

En revanche, la Loi de Programmation des Finances Publiques pour 2018-2022 qui instaure l'encadrement des dépenses des collectivités, a un impact notable et immédiat.

Toutes les collectivités dont les dépenses réelles de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros au titre du budget principal, devront signer avec l'Etat, au cours du premier semestre 2018, un contrat portant sur l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement pour la période 2018-2020. Sont donc concernées par cet encadrement 340 collectivités, dont la ville de Montreuil.

Ce contrat doit déterminer un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et d'amélioration du besoin de financement.

Le taux de croissance de cette évolution, fixé à +1,2% par an, inflation comprise, dans la loi, pourra être modulé selon trois critères dans la limite de +/-0,15 point pour chacun :

- Population : évolution de la population entre 2013 et 2018 ou la moyenne annuelle de logements autorisés ayant fait l'objet d'un permis de construire.
- Revenu : revenus moyen par habitant ou part de la population résidant en QPV.
- Efforts réalisés : évolution des dépenses de fonctionnement entre 2014 et 2016.

Les collectivités qui ne souhaitent pas signer de contrats se verront notifier un plafond d'évaluation, défini de manière unilatérale par le Préfet.

Si, au terme de chaque exercice (2018, 2019, 2020), il est constaté un dépassement de la trajectoire prévue dans le contrat (ou notifiée par le Préfet), alors est appliqué directement une reprise financière dont le montant sera égal à 75% du dépassement réalisé (ou 100% pour les collectivités sans contrat), dans la limite de 2% des recettes réelles de fonctionnement.

A l'inverse, les collectivités qui rempliront les objectifs de dépenses assignés dans le contrat pourront bénéficier d'une majoration de leur taux de subvention pour leurs opérations éligibles à la dotation de soutien à l'investissement local.

Pour les collectivités dont la capacité de désendettement dépasse un seuil de référence (12 ans pour les communes), le contrat prévoira également une trajectoire d'amélioration de ce ratio mais celle-ci sera non contraignante (sans sanction financière).

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

1.3 – LE CONTRAT APPLIQUÉ A LA VILLE DE MONTREUIL

Le 9 mars 2018, la ville s'est vu notifier les éléments suivants :

Critère n°1 - Evolution de la population ou moyenne annuelle de logements autorisés

Critère Population

Population 2013	**103 675**
Population 2018	**107 564**
Evolution annuelle	**0,74%**
Rang national	**86 ème**
seuil d'éligibilité à la hausse	*33*

NON ELIGIBLE A LA HAUSSE

Critère Logement

Nb Logements 2014	45 537
Logements autorisés 2014	1 246
Logements autorisés 2015	1 229
Logements autorisés 2016	1 563
Moyenne 2014 / 2016	1 346
Autorisations / existant	2,96%
Rang national	**14 ème**
seuil d'éligibilité à la hausse	*30*

ELIGIBLE A LA HAUSSE

En délivrant en moyenne près de 1.350 autorisations de logements par an (2,96% de son parc), Montreuil occupe le 14ème rang national et se retrouve éligible à une hausse de son taux d'évolution autorisé (maximum : +0,15 point).

Critère n°2 - Revenus de la population

Critère Revenus moyen

Revenu par habitant	**13 977 €**
Rang national	**216 ème**
seuil d'éligibilité à la hausse	*47*

NON ELIGIBLE A LA HAUSSE

Critère Population en QPV

Population 2018	**107 564**
Population QPV 2016	**29 673**
Part de la population en QPV	**27,59%**
Rang national	**31 ème**
seuil d'éligibilité à la hausse	*38*

ELIGIBLE A LA HAUSSE

Avec 27,59% de sa population résidant en quartier politique de la ville (QPV), Montreuil occupe le 31ème rang national et se retrouve éligible à une hausse de son taux d'évolution autorisé (maximum : +0,15 point).

Critère n°3 - Evolution des dépenses

Dépenses 2014 (selon DGCL)	**172,9 m€**
Dépenses 2016 (hors FCCT)	**157,1 m€**
Evolution annuelle	**-4,68%**
Rang national	**23 ème**
seuil d'éligibilité à la hausse	*30*

ELIGIBLE A LA HAUSSE

Moyenne des autres communes	**-0,61%**

Les efforts considérables réalisés entre 2014 et 2016 (diminution des dépenses de fonctionnement de -4,68% par an), rendrait Montreuil éligible à la hausse de son taux d'évolution autorisé (maximum : +0,15 point).

Montreuil se retrouve donc éligible à la hausse sur les trois critères. Son taux d'évolution autorisé devrait donc se situer dans une fourchette comprise entre +1,20 % et +1,65%, plus vraisemblablement aux alentours de + 1,40 %.

Sur la période 2014-2016, la capacité de désendettement de la ville (37,5 années en moyenne, 13,8 années en 2016) dépassant le plafond national de référence (12 ans), le contrat comportera également un objectif d'amélioration de ce ratio.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

Avec une capacité de désendettement calculée à 11,7 années en 2017, Montreuil remplit également cet objectif qui s'avère non contraignant dans le cadre du contrat.

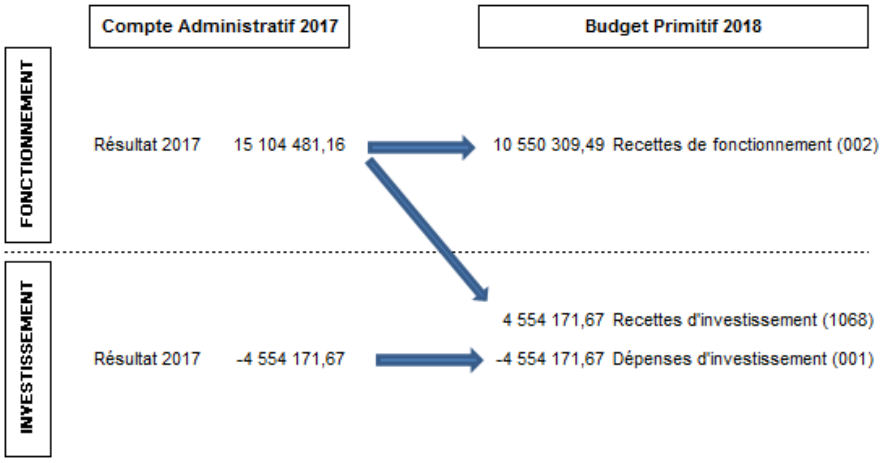
II – REPRISE DES RÉSULTATS 2017

Le Budget Primitif 2018 contient la reprise des résultats de l'exercice précédent, tels que présentés par le Compte Administratif 2017 :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Résultat d'exécution 2017	**9 073 009,00**	**-1 385 844,14**	**7 687 164,86**
Reprise résultats 2016	**6 031 472,16**	**-3 168 327,53**	**2 863 144,63**
Résultat de clôture	**15 104 481,16**	**-4 554 171,67**	**10 550 309,49**

Le déficit d'investissement (-4.554.171,67 euros) est repris au BP 2018, en dépenses de la section d'investissement au chapitre 001.

Il est financé par une affectation d'une partie du résultat de fonctionnement (4.554.171,67 euros) en recettes de fonctionnement au compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé ». Le solde de l'excédent de fonctionnement (soit 10.550.309,49 euros) est repris en recettes de fonctionnement au chapitre 002.



Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

III – PRESENTATION GENERAL DU BUDGET PRIMITIF 2018

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Budget 2017	BP 2018
011	Charges à caractère général	43 566 027	35 667 352	34 162 482	34 267 889	36 018 546	37 415 023
012	Charges de personnel	109 913 754	110 658 719	107 925 764	109 492 020	109 584 200	107 700 000
014	Atténuation de produits	372 107	1 437 595	1 044 558	1 405 151	1 450 603	1 805 603
65	Autres charges de gestion courante	13 913 782	12 659 840	41 520 629	42 703 935	42 721 649	43 914 806
	dont FCCT EPT Est Ensemble			*30 357 370*	*30 448 393*	*30 449 329*	*31 000 000*
656	Frais de fct des groupes d'élus	44 924	106 697	54 007	94 180	109 950	109 950
Dépenses de gestion courante		**167 810 593**	**160 530 203**	**184 707 441**	**187 963 174**	**189 884 948**	**190 945 382**
66	Charges financières	5 418 774	5 243 024	4 714 686	4 137 638	4 708 000	5 100 000
67	Charges exceptionnelles	1 651 359	674 061	651 176	200 118	306 350	540 000
68	Dotations aux provisions	150 000					
Total dépenses réelles		**175 030 726**	**166 447 288**	**190 073 302**	**192 300 930**	**194 899 298**	**196 585 382**
042	Dotations aux amortissements	7 399 657	8 129 107	8 966 028	9 156 402	9 500 000	9 500 000
042	Autres dépenses d'ordre (cessions)	1 633 731	9 214 416	2 262 837	1 632 949		
Total dépenses d'ordre		**9 033 389**	**17 343 523**	**11 228 865**	**10 789 351**	**9 500 000**	**9 500 000**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**184 064 115**	**183 790 811**	**201 302 167**	**203 090 280**	**204 399 298**	**206 085 382**
				Virement à la section d'investissement		**6 500 000**	**13 500 000**
					TOTAL BUDGET	**210 899 298**	**219 585 382**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Budget 2017	BP 2018
013	Atténuation de charges	1 571 785	1 678 703	1 537 231	1 754 042	1 531 478	1 076 000
70	Produits des services	12 816 306	14 090 052	13 740 230	15 000 752	14 844 938	16 170 000
73	Impôts et taxes	123 975 064	127 898 551	157 763 529	162 592 805	159 592 415	161 247 173
74	Dotations et participations	33 593 568	30 069 740	28 319 946	27 471 828	25 285 036	27 401 500
75	Autres produits de gestion courante	3 775 270	4 039 088	4 273 172	3 288 098	3 448 714	3 139 400
Recettes de gestion courante		**175 731 994**	**177 776 134**	**205 634 108**	**210 107 525**	**204 702 581**	**209 034 073**
76	Produits financiers	84 237	73 447	11 693	58 468	66 436	1 000
77	Produits exceptionnels	1 499 314	1 385 397	182 540	361 838	96 296	
775	Cessions	1 632 859	8 950 446	2 262 837	1 626 949		
78	Reprise sur amort et prov	70 216					
Recettes réelles		**179 018 621**	**188 185 424**	**208 091 178**	**212 154 780**	**204 865 313**	**209 035 073**
040	Dotations aux amortissements	2 513	2 513	2 513	2 509	2 513	
040	Mouvements issus des cessions	872	263 970		6 000		
Recettes d'ordre		**3 385**	**266 483**	**2 513**	**8 509**	**2 513**	**0**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**179 022 006**	**188 451 908**	**208 093 691**	**212 163 289**	**204 867 826**	**209 035 073**
					Reprise excédent n-1	**6 031 472**	**10 550 309**
					TOTAL BUDGET	**210 899 298**	**219 585 382**

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	RAR 2017	Nvx Crédits	BP 2018
20	Immobilisations incorporelles	2 699 109	2 576 685	2 906 920	1 583 766	1 599 994	2 301 652	3 901 646
204	Subventions d'Equipement versées	6 682 494	3 250 889	3 161 871	312 555	1 976 499	688 450	2 664 949
21	Immobilisations corporelles	21 720 152	16 694 386	12 533 900	11 529 065	5 278 405	15 143 000	20 421 405
23	Immobilisations en cours	23 275 059	9 842 719	4 317 772	4 122 762	1 339 133	3 224 070	4 563 203
-	Opérations d'Equipement			4 858 825	6 607 085	7 688 723	13 259 000	20 947 723
Total dépenses d'équipement		**54 376 814**	**32 364 679**	**27 779 288**	**24 155 234**	**17 882 753**	**34 616 172**	**52 498 925**
10	Remboursement Dotations, Fds divers		24 969					0
13	Remboursement Subventions	25 000	183 328		283 751	156 369	280 534	436 903
16	Emprunts et dettes	15 279 186	16 924 793	18 730 835	21 332 694		30 010 000	30 010 000
26	Participations et créances rattachées	989 000	494 500					0
27	Immobilisations financières	213 730	205 711		425 360		500 000	500 000
Total depenses financières		**16 506 916**	**17 833 301**	**18 730 835**	**22 041 805**	**156 369**	**30 790 534**	**30 946 903**
45	Opérations pour compte de tiers	105 792	61 362	62 616	7 062		500 000	500 000
Total dépenses réelles d'investissement		**70 989 522**	**50 259 342**	**46 572 739**	**46 204 101**	**18 039 122**	**65 906 706**	**83 945 828**
040	Opérations d'ordre	3 385	266 483	2 513	8 509			0
041	Opérations patrimoniales	14 837 873	15 400 000	2 497 494	836 887		2 000 000	2 000 000
Total dépenses d'ordre		**14 841 258**	**15 666 483**	**2 500 007**	**845 396**	**0**	**2 000 000**	**2 000 000**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**85 830 780**	**65 925 825**	**49 072 746**	**47 049 497**	**18 039 122**	**67 906 706**	**85 945 828**
							Reprise déficit N-1	**4 554 172**
							TOTAL BUDGET	**90 500 000**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	RAR 2017	Nvx Crédits	BP 2018
13	Subventions d'investissement reçues	6 336 321	5 664 239	8 061 434	7 148 974	3 927 528	5 008 301	8 935 828
16	Emprunts et dettes	35 010 117	37 005 236	18 004 002	18 000 000	10 000 000	30 010 000	40 010 000
21	Remboursement Immobilisations	326 140	303 374					
Recettes d'équipement		**41 672 578**	**42 972 849**	**26 065 436**	**25 148 974**	**13 927 528**	**35 018 301**	**48 945 828**
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 022 094	6 588 581	7 406 608	5 347 775		5 000 000	5 000 000
1068	Excédent de fonctionnement capitalisés	11 066 281			3 448 221		4 554 172	4 554 172
27	Autres immobilisations financières	773 898	694 661	154 800	30 454		500 000	500 000
024	Produits des cessions d'immobilisation						6 000 000	6 000 000
Recettes financières		**18 862 273**	**7 283 242**	**7 561 408**	**8 826 450**	**0**	**16 054 172**	**16 054 172**
45	Opérations pour compte de tiers	174 639	56 694	58 794	61 991		500 000	500 000
Recettes réelles		**60 709 490**	**50 312 785**	**33 685 638**	**34 037 415**	**13 927 528**	**51 572 472**	**65 500 000**
040	Opérations d'ordre	7 399 657	8 129 107	8 966 028	9 156 402		9 500 000	9 500 000
040	Opérations d'ordre (cessions)	1 633 731	9 214 416	2 262 837	1 632 949			
041	Opérations patrimoniales	14 837 873	15 400 000	2 497 494	836 887		2 000 000	2 000 000
Recettes d'ordre		**23 871 261**	**32 743 523**	**13 726 359**	**11 626 237**	**0**	**11 500 000**	**11 500 000**
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**84 580 751**	**83 056 309**	**47 411 997**	**45 663 653**	**13 927 528**	**63 072 472**	**77 000 000**
							Virement de la section de fonct.	**13 500 000**
							TOTAL BUDGET	**90 500 000**

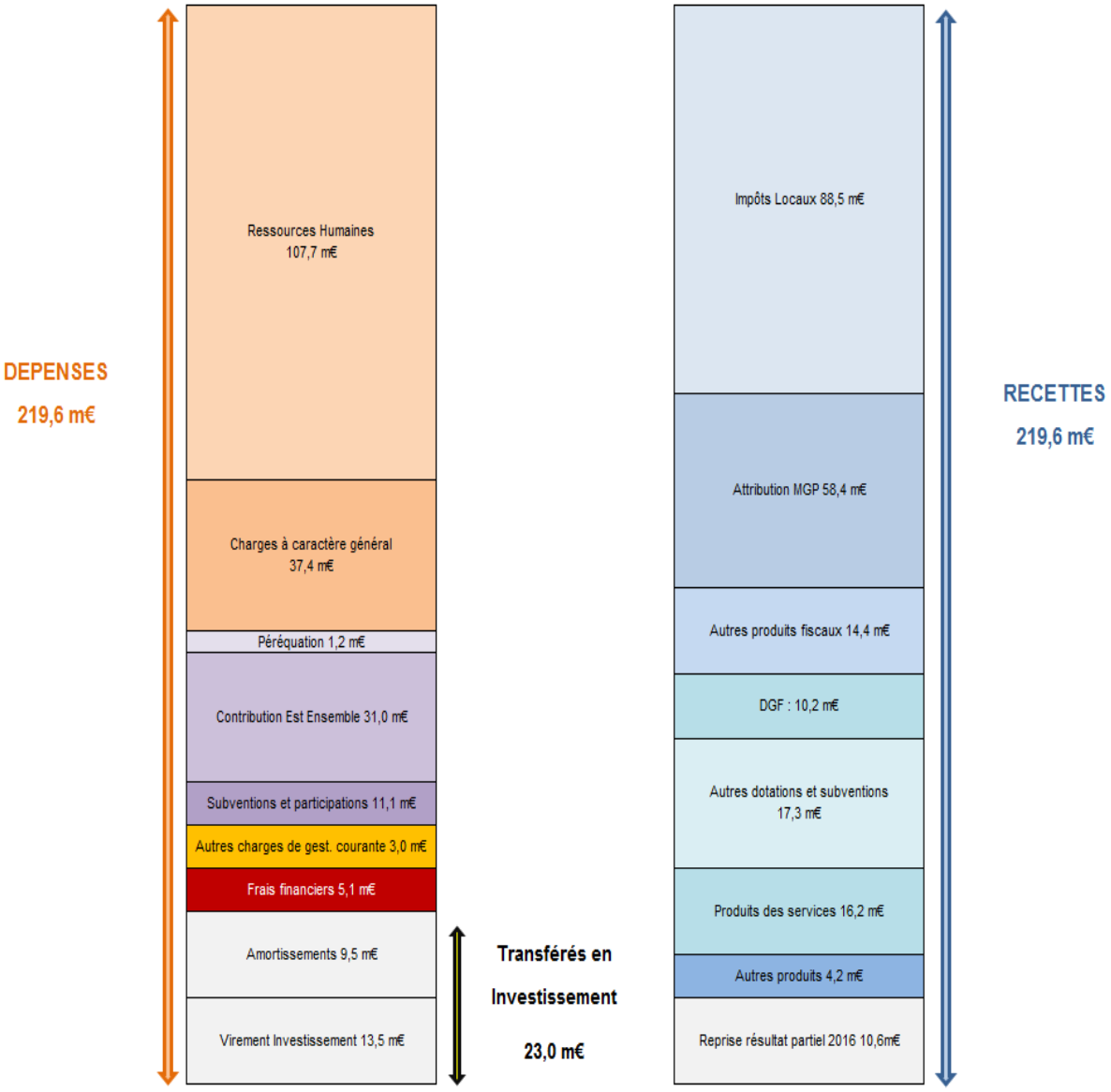
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

IV – SECTION DE FONCTIONNEMENT

4.1 – EQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement du BP 2018 s'équilibre à hauteur de 219,6 millions d'euros.

Depuis le 1er janvier 2016 et l'instauration de la Métropole du Grand Paris, le schéma de financement des communes de la petite couronne a été modifié. Les communes perçoivent directement une attribution de compensation (AC) de la part de la MGP et la part de taxe d'habitation que percevait jusqu'en 2015 les intercommunalités et reversent une partie de cette nouvelle recette au territoire par l'intermédiaire du fonds de compensation des charges transférées (FCCT).



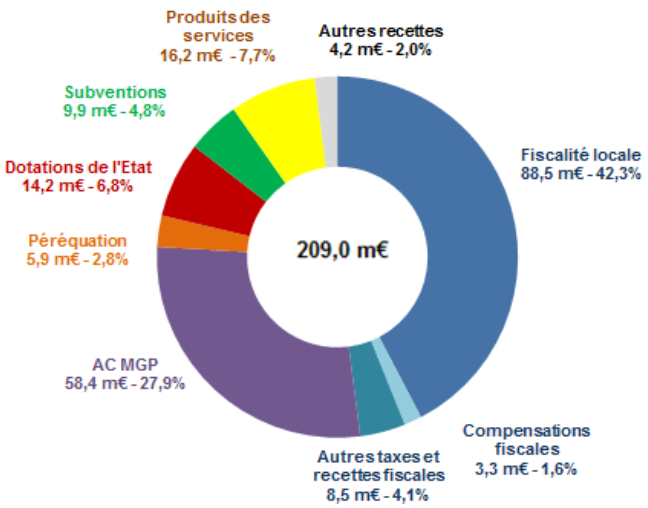
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

4.2 – RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement inscrites au BP 2018 représentent 219,6 millions d'euros dont 209,0 millions d'euros de recettes réelles et 10,6 millions d'euros de reprise de l'excédent de fonctionnement 2016 non affecté directement à la section d'investissement.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Budget 2017	BP 2018
013 Atténuation de charges	**1 571 785**	**1 678 703**	**1 537 231**	**1 754 042**	**1 531 478**	**1 076 000**
70 Produits des services	**12 816 306**	**14 090 052**	**13 740 230**	**15 000 752**	**14 844 938**	**16 170 000**
dont Occupation du domaine public	*686 413*	*1 157 430*	*1 258 697*	*1 905 782*	*1 483 500*	*1 662 000*
dont Forfait Post Stationnement						*2 300 000*
dont Redvances des services	*8 612 522*	*10 525 143*	*9 452 897*	*10 239 850*	*9 825 500*	*10 179 000*
dont Remboursements des MAD	*3 147 190*	*2 290 864*	*2 974 850*	*2 763 486*	*3 453 938*	*1 936 000*
dont Autres	*370 181*	*116 615*	*53 786*	*91 634*	*82 000*	*93 000*
73 Impôts et taxes	**123 975 064**	**127 898 551**	**157 763 529**	**162 592 805**	**159 592 415**	**161 247 173**
dont Produits de la fiscalité locale	*68 938 614*	*71 349 718*	*85 474 299*	*87 520 252*	*86 700 000*	*88 500 000*
dont AC Est Ensemble / MGP	*43 461 032*	*42 793 870*	*58 351 369*	*58 351 369*	*58 351 369*	*58 352 000*
dont FSRIF	*3 755 075*	*3 755 075*	*3 755 075*	*3 755 075*	*3 755 075*	*3 755 075*
dont FPIC	*1 292 778*	*1 728 654*	*2 243 763*	*2 125 098*	*1 800 000*	*2 125 098*
dont Droits de mutation	*3 992 393*	*5 353 754*	*4 524 998*	*7 819 367*	*5 394 971*	*5 000 000*
dont Droits de stationnement	*723 499*	*926 538*	*590 719*	*1 024 543*	*1 200 000*	*1 300 000*
dont Autres taxes	*1 811 673*	*1 990 942*	*2 823 306*	*1 997 102*	*2 391 000*	*2 215 000*
74 Dotations et participations	**33 593 568**	**30 069 740**	**28 319 946**	**27 471 828**	**25 285 036**	**27 401 500**
dont DGF	*19 436 411*	*15 771 308*	*12 128 751*	*10 193 331*	*9 500 000*	*10 150 000*
dont DSU	*2 557 700*	*2 580 719*	*2 606 526*	*3 093 250*	*3 100 000*	*3 400 000*
dont Autres dotations	*860 220*	*467 058*	*582 559*	*549 085*	*564 500*	*627 000*
dont Subventions	*7 864 477*	*8 539 667*	*9 736 089*	*10 269 427*	*8 523 078*	*9 944 500*
dont Compensations fiscales	*2 874 760*	*2 710 988*	*3 266 021*	*3 366 735*	*3 597 458*	*3 280 000*
75 Autres produits de gestion courante	**3 775 270**	**4 039 088**	**4 273 172**	**3 288 098**	**3 448 714**	**3 139 400**
RECETTES DE GESTION COURANTE	**175 731 994**	**177 776 134**	**205 634 109**	**210 107 525**	**204 702 581**	**209 034 073**
76 Produits financiers	**84 237**	**73 447**	**11 693**	**58 468**	**66 436**	**1 000**
77 Produits exceptionnels (hors cessions)	**1 499 314**	**1 385 397**	**182 540**	**361 838**	**96 296**	
78 Reprise sur amort et prov	**70 216**					
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (Hors cessions)	**177 385 761**	**179 234 979**	**205 828 341**	**210 527 831**	**204 865 313**	**209 035 073**
Cessions d'immobilisations	**1 632 859**	**8 950 446**	**2 262 837**	**1 626 949**		
040 Dotations aux amortissements	2 513	2 513	2 513	2 509	2 513	
040 Mouvements issus des cessions	872	263 970		6 000		-
Recettes d'ordre	**3 385**	**266 483**	**2 513**	**8 509**	**2 513**	**0**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**179 022 006**	**188 451 908**	**208 093 691**	**212 163 289**	**204 867 826**	**209 035 073**
				Reprise excédent n-1	6 031 472	10 550 309
				TOTAL BUDGET	210 899 298	219 585 382

Répartition des recettes reelles de fonctionnement



Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

Les recettes (réelles) de fonctionnement attendues en 2018 sont légèrement inférieures à celles perçues au cours de l'exercice 2017, ce dernier étant marqué par un niveau important de recettes exceptionnelles ou conjoncturelles (droits de mutation, rattrapage de subventions et produits des services non titrés les années précédentes).

A périmètre constant hors droits de mutation exceptionnels, les recettes progressent.

4.2.1 Fiscalité locale

Alors que les bases prévisionnelles pour 2018 n'ont toujours pas été notifiées par les services fiscaux, le budget 2018 a été construit avec une hypothèse d'une progression modérée des bases de taxe d'habitation et de taxe sur le foncier bâti de +1,5 % intégrant la revalorisation forfaitaire nationale des valeurs locatives de +1,0 % et une progression physique de +0,5%.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
Taxe d'Habitation*	27 863 950	29 230 375	42 874 938	43 979 372	44 660 000
Majoration TH résidences secondaires		183 953	281 263	816 793	830 000
Taxe sur le Foncier Bâti	40 522 114	41 308 520	41 554 184	42 173 215	42 810 000
Taxe sur le Foncier Non Bâti	194 272	221 257	203 160	199 001	200 000
Rôles supplémentaires	358 278	405 613	560 754	351 871	
TOTAL FISCALITE LOCALE	**68 938 614**	**71 349 718**	**85 474 299**	**87 520 252**	**88 500 000**

** y compris part Est-Ensemble à partir de 2016*

Les taux de fiscalité resteront inchangés et similaires à ceux des exercices précédents, conformément à l'engagement de l'équipe municipale de ne pas augmenter les impôts locaux durant l'intégralité du mandat.

4.2.2 Autres taxes et recettes fiscales

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
Droits de Mutation	3 992 393	5 353 754	4 524 998	7 819 367	5 000 000
Droits de stationnement	723 499	926 538	590 719	1 024 543	1 300 000
Taxe sur l'électricité	1 652 741	1 640 584	1 907 798	1 701 610	1 750 000
Taxe sur la Publicité Extérieure	52 885	36 071	477 585	100 022	250 000
Autres impôts et taxes	106 047	314 287	437 923	195 470	391 000
TOTAL AUTRES IMPÔTS ET TAXES	**6 527 566**	**8 271 235**	**7 939 023**	**10 841 011**	**8 691 000**

Le niveau des droits de mutation perçus dépend de la conjoncture et du marché de l'immobilier (volume des transactions et prix des biens vendus sur le territoire). Ces recettes ont atteint un niveau exceptionnel en 2017, notamment avec 2,0 millions d'euros de perçu sur une seule opération. La projection pour 2018 se veut extrêmement prudente avec 5,0 millions d'euros attendus, la fourchette haute de ce qui a été perçu les années précédentes.

Les droits de stationnement devraient continuer à progresser notamment sous l'effet de la mise en œuvre du forfait post stationnement qui devrait inciter les automobilistes à s'acquitter des droits de stationnement de manière plus systématique. La recette annuelle attendue de Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) est de 250.000 euros (le rattachement 2016 trop important fausse les exercices 2016 et 2017).

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

4.2.3 Dotations de l'Etat et Compensations fiscales

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	19 436 411	15 771 308	12 128 751	10 193 331	10 150 000
Dotation de Solidarité Utbaine (DSU)	2 557 700	2 580 719	2 606 526	3 093 250	3 400 000
Dotation de Décentralisation	490 611	408 985	579 751	488 725	490 000
Autres dotations	369 609	58 073	23 705	80 371	137 000
TOTAL DOTATIONS DE L'ETAT	**22 854 331**	**18 819 085**	**15 338 733**	**13 855 677**	**14 177 000**
TOTAL COMPENSATIONS FISCALES	**2 874 760**	**2 710 988**	**3 245 124**	**3 346 724**	**3 280 000**

En l'absence de notification officielle, les dotations attendues ont également été estimées de manière prudente. La DGF pourrait diminuer très légèrement alors que Montreuil devrait bénéficier de l'augmentation de l'enveloppe nationale de DSU. Les compensations fiscales devraient être légèrement inférieures à 2017 du fait de la disparition d'une de ses composantes (la DUCSTP).

4.2.4 Péréquation

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
FSRIF (Fonds de Solidarité de la Région IdF)	3 755 075	3 755 075	3 755 075	3 755 075	3 755 075
FPIC (Fonds de Péréquation Inter Communal)	1 292 778	1 728 654	2 243 763	2 125 098	2 125 098
TOTAL RECETTES PEREQUATION	**5 047 853**	**5 483 729**	**5 998 838**	**5 880 173**	**5 880 173**
Contribution au FPIC	-359 922	-522 026	-726 031	-1 084 548	-1 200 000
RECETTES NETTES DE PEREQUATION	**4 687 931**	**4 961 703**	**5 272 807**	**4 795 625**	**4 680 173**

Les recettes de péréquation devraient rester stables. Prudence oblige, les recettes inscrites au BP 2018 le sont à leur niveau 2017 alors qu'en dépenses, la contribution au FPIC a été légèrement réévaluée de manière à pouvoir absorber une éventuelle hausse sans avoir à voter une DM, cette dépense figurant sur un chapitre particulier (014).

4.2.5 Subventions

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
TOTAL SUBVENTIONS	**7 864 477**	**8 539 667**	**9 736 089**	**10 269 427**	**9 944 500**

En 2017, la ville a titré de nombreuses subventions issues des exercices présents (2016 et antérieurs) et stockées sur les comptes d'attente de la trésorerie. En 2018, le niveau de subventions attendues correspond bien à un exercice entier.

4.2.6 Produits des services

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
Occupation du domaine public	692 298	1 161 780	1 263 254	1 905 782	1 662 000
Redevances tarifaires	8 612 522	10 525 143	9 452 897	10 239 850	10 179 000
Remboursements (MAD / Frais)	3 147 190	2 290 864	2 974 850	2 763 486	1 936 000
Autres	364 296	112 265	49 228	91 634	93 000
TOTAL	**12 816 306**	**14 090 052**	**13 740 229**	**15 000 752**	**13 870 000**
Forfait Post-Stationnement					2 300 000
TOTAL PRODUITS DES SERVICES	**12 816 306**	**14 090 052**	**13 740 229**	**15 000 752**	**16 170 000**

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

Les recettes d'occupation du domaine public et redevances tarifaires devraient rester à peu près stables, compte tenu des nombreux « *rattrapages* » effectués sur 2017. Les remboursements de mises à disposition de personnel diminueront consécutivement au transfert des agents du cinéma Le Méliès à l'établissement public territorial Est-Ensemble.

Enfin, la ville percevra en 2018 une nouvelle recette, le forfait post-stationnement qui se substitue au produit des amendes de police. Elle reversera une part de cette recette à Ile de France Mobilités dès 2019.

4.2.7 Autres recettes

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
Atténuation de charges (chapitre 013)	1 571 785	1 678 703	1 537 231	1 754 042	1 076 000
Autres produits de gestion courante (chapitre 75)	3 775 270	4 039 088	4 273 172	3 288 098	3 139 400
Produits financiers (chapitre 76)	84 237	73 447	11 693	58 468	1 000
Produits exceptionnels (chapitre 77)	1 499 314	1 385 397	182 540	361 838	0

Une modification du contrat d'assurances pour risques statutaires entraînera une diminution de la prime de 800.000 euros et une baisse des remboursements estimée à 600.000 euros.

Du fait des cessions progressives intervenues sur le patrimoine privé de la ville, les recettes de loyer diminueront (chapitre 75) alors qu'il n'est pas prévu au Budget de recettes exceptionnelles (chapitre 77).

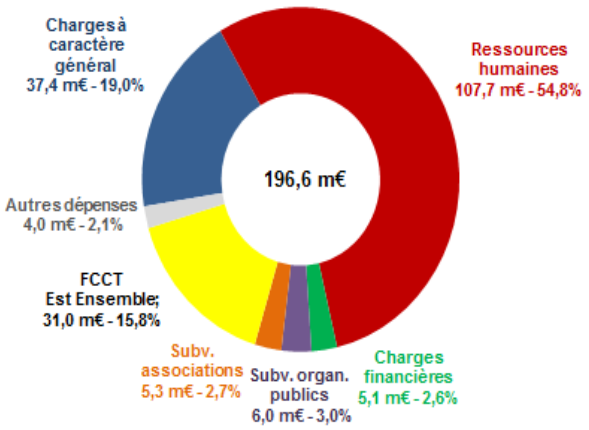
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

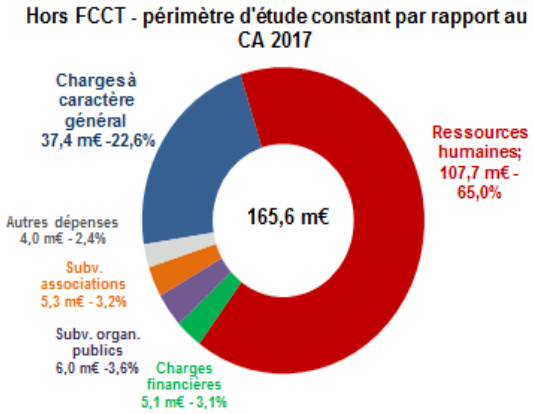
4.3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement prévues au BP 2018 représentent 219,6 millions d'euros dont 196,6 millions d'euros de dépenses réelles, 9,5 millions d'euros de dépenses d'ordre correspondant aux dotations aux amortissements et un virement de 13,5 millions d'euros à la section d'investissement.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Budget 2017	BP 20118
011 Dépenses de gestion courante	**43 566 027**	**35 667 352**	**34 162 482**	**34 267 889**	**36 018 546**	**37 415 023**
012 Charges de personnel	**109 913 754**	**110 658 719**	**107 925 764**	**109 492 020**	**109 584 200**	**107 700 000**
014 Atténuation de produits	**372 107**	**1 437 595**	**1 044 558**	**1 405 151**	**1 450 603**	**1 805 603**
dont contribution au FPIC	*359 922*	*522 026*	*726 031*	*1 084 548*	*1 130 000*	*1 200 000*
dont reversement trop perçu AC Est Ensemble			*305 603*	*305 603*	*305 603*	*305 603*
dont autres reversements	*12 185*	*915 569*	*12 925*	*15 000*	*15 000*	*300 000*
65 Autres charges de gestion courantes	**13 913 782**	**12 659 840**	**41 520 629**	**42 703 935**	**42 721 649**	**43 914 806**
dont Indemnités des élus	*1 068 126*	*1 126 786*	*1 096 511*	*1 085 936*	*1 119 500*	*1 123 866*
dont subvention Caisse des Ecoles	*1 082 500*	*993 473*	*739 001*	*1 035 995*	*1 042 231*	*1 394 210*
dont subvention CCAS	*1 872 000*	*1 871 934*	*1 422 000*	*1 600 000*	*1 600 000*	*1 600 000*
dont participation BSPP	*2 316 781*	*1 960 062*	*1 330 655*	*1 742 116*	*1 640 000*	*1 800 000*
dont subvention OPHM CGLLS			*472 000*	*1 000 000*	*1 000 000*	*1 000 000*
dont subventions aux associations	*6 872 199*	*5 961 846*	*5 512 863*	*5 255 831*	*5 310 609*	*5 327 830*
dont reversement FCCT Est Ensemble			*30 357 370*	*30 448 393*	*30 439 329*	*31 000 000*
dont autres	*702 176*	*745 739*	*590 229*	*535 664*	*569 980*	*668 900*
656 Fonctionnement des groupes des élus	**44 924**	**106 697**	**54 007**	**94 180**	**109 950**	**109 950**
DEPENSES DE GESTION COURANTE	**167 810 593**	**160 530 203**	**184 707 441**	**187 963 174**	**189 884 948**	**190 945 382**
66 Charges financières	**5 418 774**	**5 243 024**	**4 714 686**	**4 137 638**	**4 708 000**	**5 100 000**
67 Charges exceptionnelles	**1 651 359**	**674 061**	**651 176**	**200 118**	**306 350**	**540 000**
68 Dotations aux provisions	**150 000**					
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**175 030 726**	**166 447 288**	**190 073 302**	**192 300 930**	**194 899 298**	**196 585 382**
042 Dotations aux amortissements	**7 399 657**	**8 129 107**	**8 966 028**	**9 156 402**	**9 500 000**	**9 500 000**
042 Autres dépenses d'ordre (cessions)	**1 633 731**	**9 214 416**	**2 262 837**	**1 632 949**		
DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	**9 033 389**	**17 343 523**	**11 228 865**	**10 789 351**	**9 500 000**	**9 500 000**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**184 064 115**	**183 790 811**	**201 302 167**	**203 090 280**	**204 399 298**	**206 085 382**
				Virement à la section d'investissement	**6 500 000**	**13 500 000**
				TOTAL BUDGET	**210 899 298**	**219 585 382**

Répartition des dépenses reelles de fonctionnement





Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

4.3.1 Les ressources humaines

En 2018, le budget du personnel est établi à 107,7 millions d'euros. Il est prévu en diminution par rapport au réalisé 2017 sous l'effet de mesures techniques et non structurelles :

Des mesures techniques de gestion qui n'affectent pas l'emploi public existant d'une part :

- des économies réalisées sur l'assurance accidents du travail (800.000 euros) entraînant également une baisse de recettes pour la ville (remboursement à la ville d'une fraction des salaires des agents par l'assureur en accidents de travail ou maladie professionnelle). Cette modification du contrat d'assurance ne change rien pour les agents qui continueront à bénéficier de la même prie en charge.

- du transfert des agents du Cinéma Le Méliès à l'EPT Est-Ensemble (800.000 euros) entraînant également la perte du remboursement. Jusqu'au 1er mars 2018, la ville rémunérait les agents et Est-Ensemble la remboursait.

- de l'absence d'élections en 2018 (400.000 euros)

Des mesures du gouvernement qui s'imposent à la ville en matière de ressources humaines d'autre part:

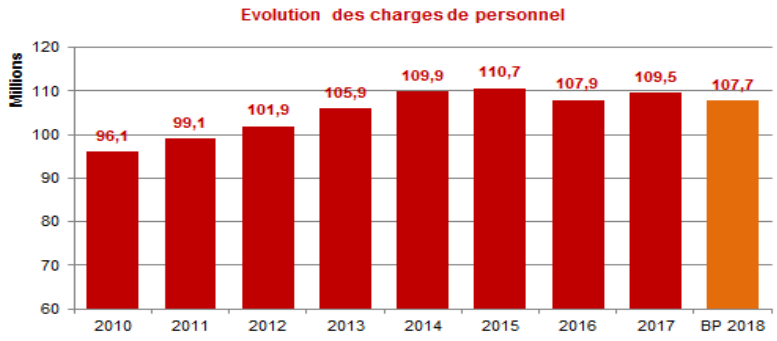
- le report d'une année de la seconde phase du Parcours professionnel carrières et rémunérations (PPCR) dont le coût était estimé à 500.000 euros pour 2018 mais qui était important pour les agents transformant des primes en traitement indiciaire et la revalorisation de certaines échelles indiciaires.

- la réforme de la cotisation sociale généralisée qui passe de 7,5 % à 9,2 % pour les agents.

- la réintroduction par la Loi de finances 2018, du jour de carence, n'est pas prise en compte dans le calcul du budget ressources humaines 2018. Cette mesure pénalise les agents en arrêts médicalement « justifié » et peut se traduire, comme cela a été observé lors de la mise en place en 2010 par une prolongation de la durée des arrêts de travail.

Le glissement vieillesse technicité (GVT) qui intègre les avancements d'échelons, d'avancements de grades et de promotion interne est estimé pour 500.000 euros en 2018.

La Ville qui fait face à des contraintes d'évolution de ses dépenses, devra poursuivre la maîtrise de ses effectifs.



Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

Dans ce cadre, tendu pour les services, des solutions sont recherchées pour assurer la qualité de service et de bonnes conditions de travail pour les agents et permettre à tous un développement de carrière dans la collectivité.

Cela se traduit par la poursuite du plan de titularisation d'une ampleur inégalée, des agents de catégorie C. Chaque année depuis 2016, 80 personnes ont été titularisées soit au total 160 agents sont devenus fonctionnaires mettant ainsi fin à leur situation précaire. Ce plan se poursuivra de 2018 à 2020. Une centaine de contractuels sera proposée chaque année à la titularisation. Les agents contractuels de catégories B et A, dès lors qu'ils remplissent les conditions d'accès à l'emploi titulaire dans le cadre du dispositif Sauvadet sont incités à s'y inscrire.

Une attention toute particulière est donnée aux agents en situation de reclassement afin qu'ils retrouvent une activité professionnelle conforme à leur possibilité. En ce sens des actions renforcées de prévention des risques sont menées. Le budget dédié aux vêtements de travail est renforcé pour satisfaire mieux les besoins des agents.

Second volet de cet accompagnement des agents, le plan de formation 2018-2020 favorisera le développement des compétences dans des domaines prioritaires fruits du recensement des demandes des agents.

L'accent sera porté sur les formations "sécurité", sur le développement managérial des encadrants et sur les projets de formation ciblés, co-construits avec les directions (*par exemple l'analyse des pratiques et l'accompagnement des équipes de la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire*).

Le programme de formation des agents de catégorie C (dispositif C) sera poursuivi.

La formation qualifiante à destination des ATSEM sera favorisée pour permettre l'accès à ce grade au plus grand nombre.

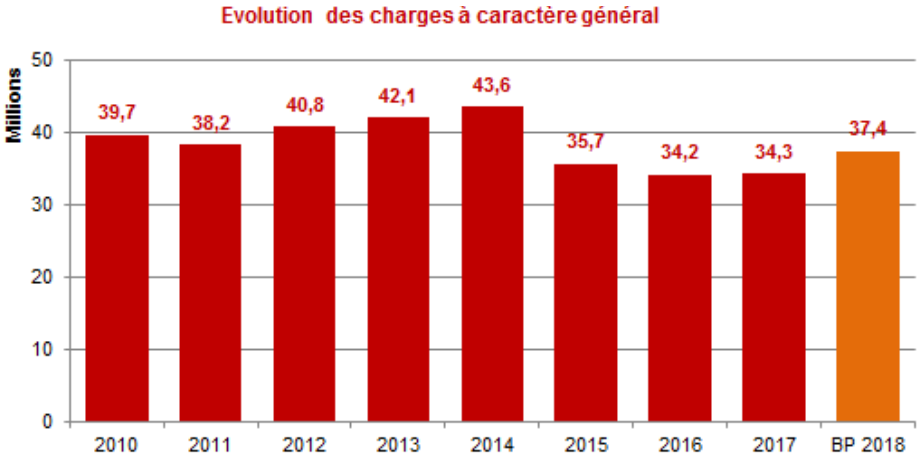
La professionnalisation des agents par des formations diplômantes (apprentissage, BAFD etc.) sera également poursuivie. Plusieurs centaines d'agents continueront à être formées aux outils numériques, utiles dans le cadre professionnel et personnel.

La contribution à l'action sociale en faveur des agents est renforcée en 2018 grâce à la nouvelle couverture prévoyance mise en place qui assure le maintien de salaire en cas de maladie. Celle-ci, moins onéreuse pour les agents, rembourse mieux en cas de passage à demi traitement.

Une nouvelle convention triennale avec le COS (Comité des œuvres sociales) permet de favoriser l'action sociale et de loisir pour le personnel de la ville. La subvention est réajustée à 210 euros par ayant droit soit 787.830 euros pour 2018 en hausse sensible pour permettre à l'association de mener à bien ses actions.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

4.3.2 Charges à caractère général



En trois exercices budgétaires la collectivité a appris à maîtriser ses dépenses. Pourtant les besoins sont très conséquents compte tenu du nombre d'équipements dont dispose la ville et des obligations réglementaires toujours plus nombreuses, comme par exemple l'analyse de la qualité de l'air dans certains de ses équipements.

La hausse des dépenses inscrites au chapitre 011 par rapport au BP 2017 est de 1,87 %. La réalisation de 2017 est bien inférieure et servira d'étalon au contrôle de l'évolution des dépenses de la ville par l'État.

L'ouverture de deux groupes scolaires en 2018, Marceau et Louis Madeleine Odru à la rentrée 2018, et l'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles, engendre des augmentations d'achats de fournitures scolaires, de repas pour la restauration en hausse de 400.000 euros.

La ville maintient sa politique d'émancipation des enfants et des jeunes Montreuillois leur permettant notamment de partir toujours plus nombreux en vacances. Les aides au financement du BAFA se poursuivent renforçant ainsi l'éducation populaire.

Les crédits dédiés à l'entretien du patrimoine bâti s'accroissent aussi de 500.000 euros, tout comme ceux pour les espaces publics afin de permettre entre autre un renforcement de l'action du service jardins et nature en ville dans l'entretien du patrimoine arboré.

La propreté urbaine, aussi dotée de moyens en matériels nouveaux, et la pose de corbeilles de rues effectuées au cours de l'année 2017 doivent permettre de faciliter le travail des personnels, confrontés à des usages nouveaux de l'espace public qui engendrent des besoins d'entretien de plus en plus ressérés.

En dépit des contraintes imposées à la collectivité, l'ensemble de la politique municipale est préservé dans ce budget de fonctionnement tant dans le domaine culturel, qu'éducatif ou de la proximité avec les habitants. Le développement d'actions nouvelles, concourant à la découverte précoce de la culture est poursuivie avec MARMOE.

La ville entend poursuivre ses actions favorisant l'accès à l'emploi en renouvelant le dispositif du bus de l'emploi et participer activement au développement de l'économie sociale et solidaire sur son territoire.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

4.3.3 Subventions et participations

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
Participation BSPP	2 316 781	1 960 062	1 330 655	1 742 116	1 800 000
Subvention Caisse des Ecoles	1 082 500	993 473	739 001	1 035 995	1 394 210
Subvention CCAS	1 872 000	1 871 934	1 422 000	1 600 000	1 600 000
Subvention OPH Montreuil (CGLLS)			472 000	1 000 000	1 000 000
Contributions Autres organismes Publics	289 501	338 034	186 283	196 737	196 900
Subventions Organismes Publics	**5 560 782**	**5 163 503**	**4 149 939**	**5 574 848**	**5 991 110**
Subventions Associations	**6 872 199**	**5 961 846**	**5 512 863**	**5 255 831**	**5 327 830**
TOTAL SUBVENTIONS et PARTICIPATIONS	**12 432 981**	**11 125 349**	**9 662 802**	**10 830 679**	**11 318 940**
FCCT EST-ENSEMBLE			**30 357 370**	**30 448 393**	**31 000 000**

Corollaire de ce qui vient d'être exposé, et après avoir absorbé les excédents budgétaires qui existaient dans les deux établissements que sont la Caisse des Écoles et le CCAS, les subventions qui leur sont versées augmentent. Pour la Caisse des Écoles, cette augmentation est directement liée à la hausse des effectifs scolaires et de rationnaires.

4.3.4 Charges financières

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**5 418 774**	**5 243 024**	**4 714 686**	**4 137 638**	**5 100 000**

En nette diminution depuis 2014 et représentant moins de 2% de l'encours de dette, les charges financières pourraient légèrement augmenter en 2017, les taux d'intérêts, historiquement et anormalement bas, commençant à progressivement remonter.

Par prudence, le BP 2018 prévoit une enveloppe de 5,1 millions d'euros laissant une marge suffisante pour faire face aux prévisions, même les plus pessimistes.

4.3.5 Autres dépenses

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018
Contribution au FPIC	359 922	522 026	726 031	1 084 548	1 200 000
Reversement AC Est-Ensemble			305 603	305 603	305 603
Autres reversements	12 185	915 569	12 925	15 000	300 000
Indemnités des élus	1 068 126	1 126 786	1 096 511	1 085 936	1 123 866
Autres dépenses de gestion courante	457 599	514 401	457 954	433 107	581 950
Charges exceptionnelles	1 651 359	674 061	651 176	200 118	540 000
AUTRES DEPENSES	**3 549 191**	**3 752 843**	**3 250 200**	**3 124 312**	**4 051 419**

Par prudence, le BP 2018 anticipe une éventuelle hausse de la contribution au FPIC.

Dans le cadre de la mise œuvre du Forfait Post Stationnement, la ville devra reverser une partie des encaissements réalisés à l'Antai (agence nationale de traitement automatisé des infractions). 300.000 euros sont prévus à ce titre au budget.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

4.3.6 Mise en œuvre du dispositif de contractualisation

Selon le périmètre des dépenses retenues dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat, les dépenses de fonctionnement inscrites au BP 2018 seraient supérieures de 2,53 % à celles réalisées en 2017, alors que la trajectoire fixée par le contrat ne devrait pas dépasser 1,50% par an jusqu'en 2020.

	Périmètre Contractualisation	
Dépenses réalisées en 2017	158 693 343	
Dépenses maximales en 2018	161 073 743	1,50%
Dépenses inscrites au BP 2018	162 703 779	2,53%
Dépassement	1 630 036	1,01%

Cependant, l'analyse du respect des termes du contrat – ou de la trajectoire fixée autoritairement par le Préfet en l'absence de contrat – s'appréciera sur le réalisé de l'exercice 2018, c'est-à-dire le compte de gestion 2018, et non sur le budget primitif. Les services préfectoraux ont d'ailleurs confirmé qu'ils ne s'intéressaient pas aux budgets dans le cadre du dispositif de contractualisation.

La Ville s'attachera donc piloter au plus fin l'exécution de son budget 2018 afin de ne pas s'exposer à une sanction financière en 2019.

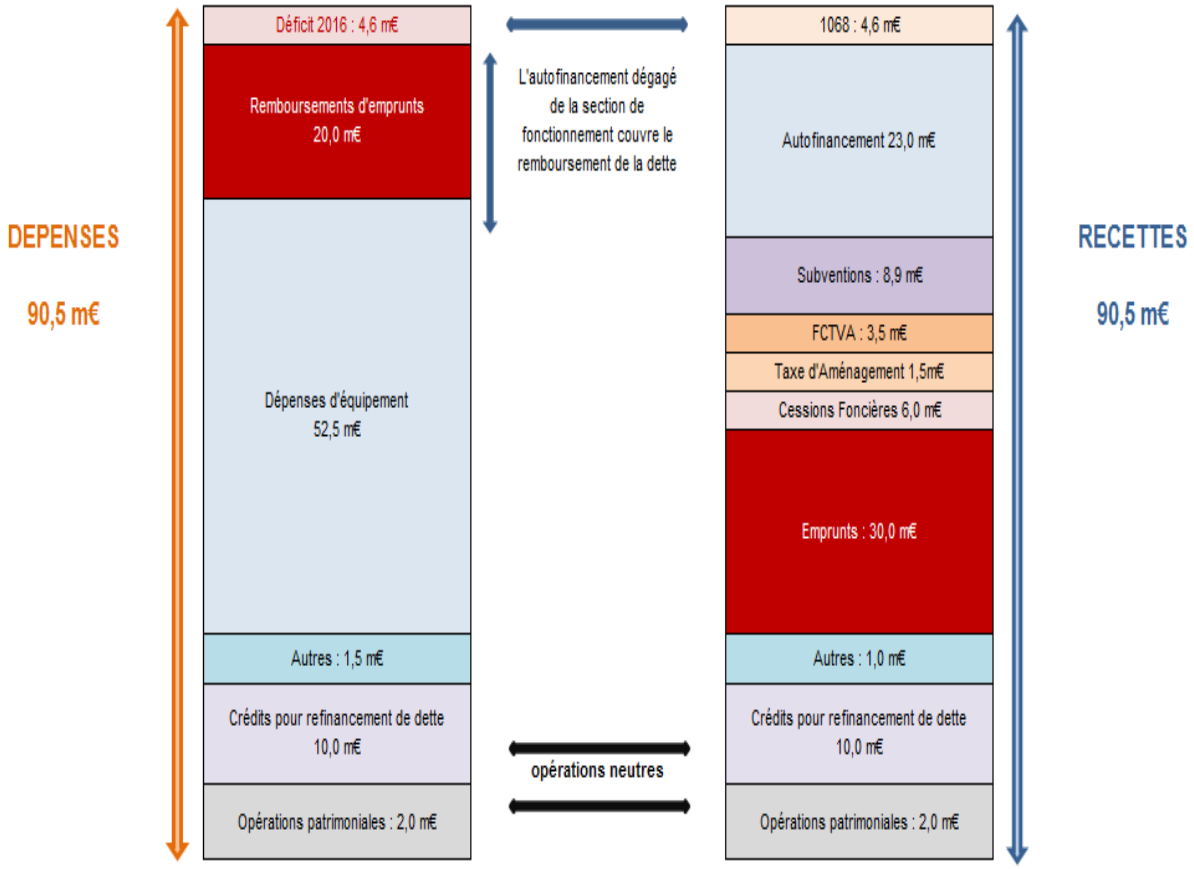
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

V – SECTION D'INVESTISSEMENT

5.1 – EQUILIBRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement du BP 2018 s'équilibre à hauteur de 90,5 millions d'euros et comprend les restes à réaliser de l'exercice 2017 (18,0 millions d'euros en dépenses et 13,9 millions d'euros en recettes), la reprise du déficit 2017 (4,6 millions d'euros) et son financement par une affectation partielle de l'excédent de fonctionnement 2017 pour le même montant, ainsi que 2,0 millions d'euros de crédits pour opérations patrimoniales[1].

Le budget 2018 comprend également 23,0 millions d'euros issues de la section de fonctionnement (dotations aux amortissements pour 9,5 millions d'euros et virement de 13,5 millions d'euros). Ces recettes couvrent le remboursement de l'emprunt, la règle d'or de l'équilibre budgétaire est ainsi respectée.



Le Budget comprend également 10,0 millions d'euros, en dépenses et en recettes, pour réaliser des opérations de gestion de dette ou des remboursements anticipés au cours de l'exercice et en fonction des opportunités de marché.

1*Opérations d'ordre neutres, identiques en recettes et dépenses, sans flux monétaires, servant à impacter les comptes d'actif de la ville lors d'entrée ou sorties de patrimoine notamment à l'euro symbolique ou lors de régularisations comptables demandées par le Trésor Public.*

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

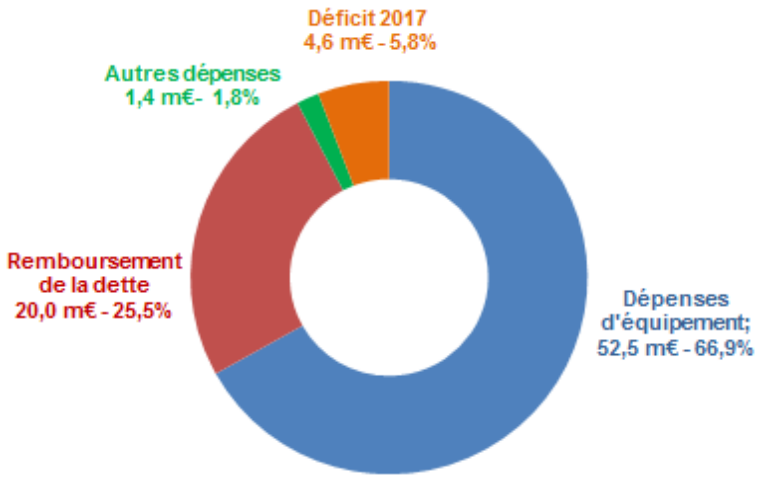
5.2 – DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement prévues au budget 2018 sont de 90,5 millions d'euros dont 18,0 millions d'euros de crédits reportés.

Les dépenses d'équipement inscrites sont de 52,5 millions d'euros dont 17,9 millions d'euros de crédits reportés.

Chapitres		RAR 2017	Nvx Crédits	BP 2018
20	Immobilisations incorporelles	1 599 994	2 301 652	3 901 646
204	Subventions d'Equipement versées	1 976 499	688 450	2 664 949
21	Immobilisations corporelles	5 278 405	15 143 000	20 421 405
23	Immobilisations en cours	1 339 133	3 224 070	4 563 203
-	Opérations d'Equipement	7 688 723	13 259 000	20 947 723
Total dépenses d'équipement		**17 882 753**	**34 616 172**	**52 498 925**
13	Remboursement Subventions	156 369	280 534	436 903
16	Emprunts et dettes		20 010 000	20 010 000
16	Refinancement de dette		10 000 000	10 000 000
27	Immobilisations financières		500 000	500 000
Total depenses financières		**156 369**	**30 790 534**	**30 946 903**
45	Opérations pour compte de tiers		500 000	500 000
Total dépenses réelles d'investissement		**18 039 122**	**65 906 706**	**83 945 828**
040	Opérations d'ordre			0
041	Opérations patrimoniales		2 000 000	2 000 000
Total dépenses d'ordre		**0**	**2 000 000**	**2 000 000**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**18 039 122**	**67 906 706**	**85 945 828**
			Déficit 2017	4 554 172
			TOTAL BUDGET	90 500 000

Répartition des dépenses d'investissement*

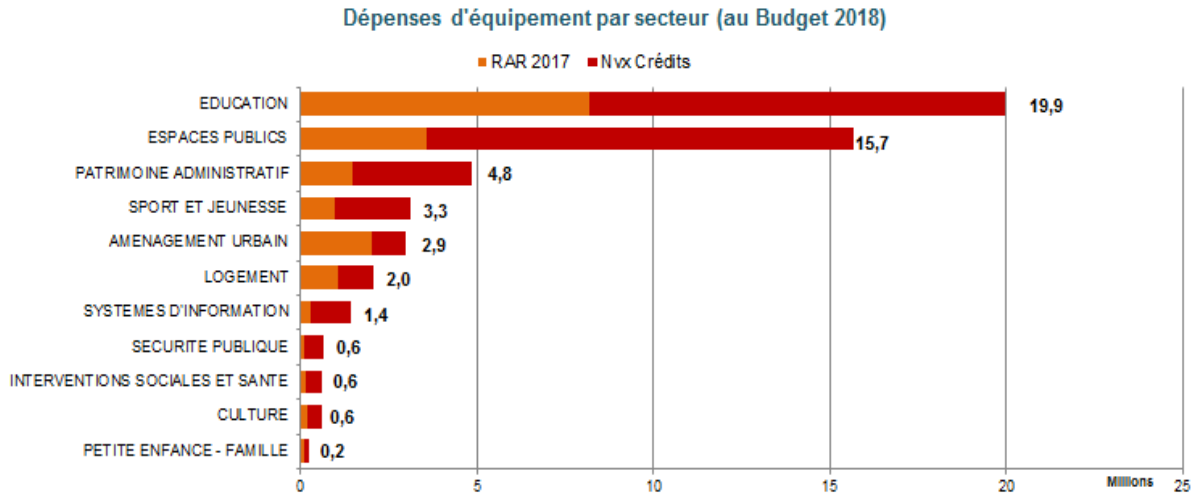


** hors opérations patrimoniales et de refinancements de dette*

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

5.2.1 Dépenses d'équipement

Le Budget d'investissement 2018 comprend 18,9 millions d'euros de crédits engagés mais non réalisés au 31 décembre 2017, auxquels s'ajoutent 34,6 millions d'euros de nouveaux crédits. Le programme 2018 contient donc 52,5 millions d'euros de crédits d'équipement répartis comme suit.



L'accent est mis sur les secteurs prioritaires que sont les écoles et les espaces publics.

Programme 2018 (y compris reports) :

Education (19,9 millions d'euros) dont la poursuite de la construction des groupes scolaires Marceau (9,3 millions d'euros) et Louis et Madeleine Odru (5,9 millions d'euros), le solde de la mise aux normes du groupe scolaire Voltaire-Héritier (725.000 euros), une enveloppe de 3 millions d'euros pour la rénovation et le gros entretien des écoles ainsi que 200.000 euros pour la rénovation de cours d'école et 250.000 euros pour la sécurisation des abords et des entrées des écoles.

Espaces Publics (15,7 millions d'euros) dont le solde du PRUS La Noue, la réalisation du PRUS Bel Air, l'aménagement des Murs à pêches, la réalisation du mail Chanzy, les aménagements de la place de la République, de la place des Ruffins, de la Croix de Chavaux, de la place Jean Jaurès, de la rue Paul Doumer du square Virginia Woolf, la rénovation de la rue Marceau … ainsi que la poursuite de la rénovation et de l'amélioration de l'éclairage public (1,6 millions d'euros) et des réfections des chaussées et voiries.

Patrimoine administratif (4,8 millions d'euros) dont l'aménagement de la tour Altaïs, la réalisation de travaux de sécurisation et de mise aux normes des équipements et de l'Hôtel de Ville ainsi que la création d'un centre de supervision urbaine.

Aménagement urbain (3,3 millions d'euros) dont la participation à la ZAC Fraternité (1,6 millions d'euros), le solde de la participation à la ZAC Cœur de Ville (410.000 euros), la poursuite de la lutte contre l'habitat indigne.

Sport et Jeunesse (3,2 millions d'euros) dont la poursuite des travaux sur le complexe Arthur Ashe, la rénovation des vestiaires des stades Barran, Legros et Delbert, la réfection du gymnase Diderot, la réalisation d'une nouvelle aire de street workout, la rénovation du stade Romain Rolland, l'aménagement des locaux de la CPAM …

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

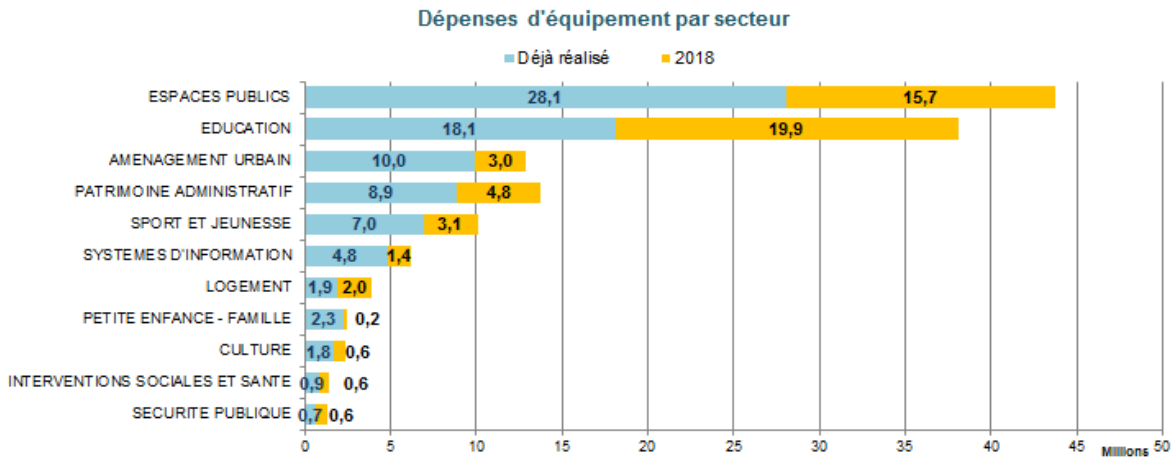
Immobilier (1,9 millions d'euros) dont la poursuite des acquisitions des Murs à pêches, des travaux sur le patrimoine privé et le versement de surcharges foncières à l'OPH Montreuil.

Culture (600.000 euros) dont la rénovation du Théâtre des Roches et le début de la restauration de l'Eglise Saint-Pierre / Saint Paul (un financement par la DRAC sera demandé).

Mais aussi 1,3 million d'euros pour le budget participatif (solde et nouveau), 36.000 euros pour la rénovation des vitrines de la rue Dreyfus, 1,4 millions d'euros pour les systèmes d'information.

5.2.2 Programme d'investissement

Le programme d'investissement 2018 s'additionne aux 84,3 millions d'euros de dépenses réalisées depuis 2015.



5.2.2 Remboursement du capital de la dette

En 2017, la ville remboursera 20,0 millions d'euros de capital d'une dette de 213,8 millions d'euros. L'encours et la structure de la dette détaillés en annexe du document budgétaire ont été largement présentés dans le rapport sur les orientations budgétaires 2018 puis dans le document de présentation du compte administratif 2017. La dette de la ville est importante mais ne présente aucun risque au regard de la Charte de Gissler, étant positionnée en très grande majorité (98%) sur la notation 1A (sans risque), la meilleure possible.

5.2.3 Autres dépenses

Les autres dépenses d'investissement inscrites au budget comprennent :

- Une enveloppe de 500.000 euros au chapitre 27 – Immobilisations financières en cas de consignations à effectuer. *Une somme identique est inscrite en recettes pour les déconsignations.*
- Une enveloppe de 500.000 euros au chapitre 45 – Opérations pour compte de tiers pour la réalisation de travaux d'office. *Une somme identique est inscrite en recettes pour le remboursement du ou des propriétaire(s).*
- La somme de 436.903 euros au chapitre 13 – Remboursements pour effectuer un remboursement d'un trop perçu sur un PAE.
- Une somme de 2.000.000 euros au chapitre 041 – Opérations patrimoniales pour d'éventuelles opérations de régularisation comptable à effectuer. *S'agissant de mouvements d'ordre, une somme identique est inscrite en recettes.*

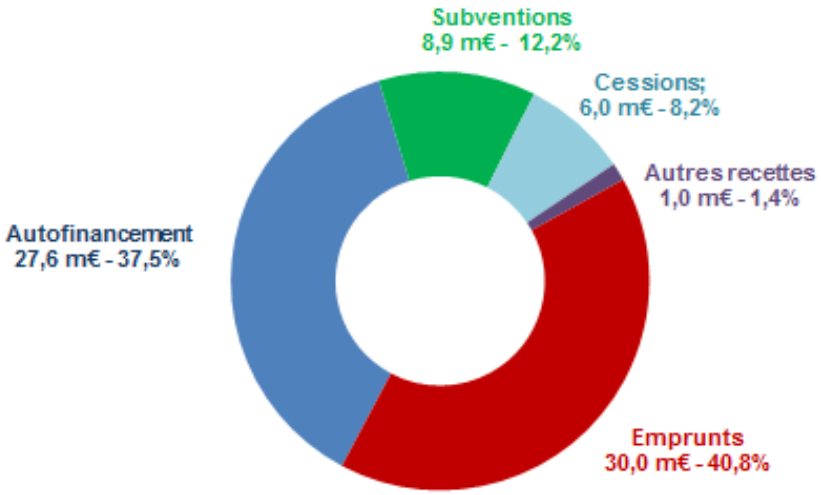
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

5.3 – FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement prévues au budget 2018 sont de 90,5 millions d'euros dont 13,9 millions d'euros de crédits reportés et un virement de la section de fonctionnement de 13,5 millions d'euros.

		RAR 2017	Nvx Crédits	BP 2018
13	Subventions d'investissement reçues	3 927 528	5 008 301	8 935 828
16	Emprunts et dettes	10 000 000	30 010 000	40 010 000
Recettes d'équipement		**13 927 528**	**35 018 301**	**48 945 828**
10	Dotations, fonds divers et réserves		5 000 000	5 000 000
1068	Excédent de fonctionnement capitalisés		4 554 172	4 554 172
27	Autres immobilisations financières		500 000	500 000
024	Produits des cessions d'immobilisation		6 000 000	6 000 000
Recettes financières		**0**	**16 054 172**	**16 054 172**
45	Opérations pour compte de tiers		500 000	500 000
Recettes réelles		**13 927 528**	**51 572 472**	**65 500 000**
040	Opérations d'ordre		9 500 000	9 500 000
041	Opérations patrimoniales		2 000 000	2 000 000
Recettes d'ordre		**0**	**11 500 000**	**11 500 000**
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**13 927 528**	**63 072 472**	**77 000 000**
			Virement de la section de fonct.	13 500 000
			TOTAL BUDGET	**90 500 000**

Répartition des recettes d'investissement*



** hors opérations patrimoniales et de refinancements de dette*

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_3-BF

5.3.1 Ressources internes (autofinancement)

Les ressources d'investissement d'origine interne sont des ressources issues de la section de fonctionnement, elles constituent une part de l'autofinancement, l'autre part résultant de l'exécution du budget, un déficit d'investissement pouvant être financé par un excédent de fonctionnement.

Le programme d'investissement 2018 est financé par :

- L'affectation d'une partie de l'excédent de fonctionnement 2017 pour 4,6 millions d'euros. Cette recette couvre le déficit 2017 repris au budget 2018.
- Les dotations aux amortissements pour 9,5 millions d'euros.
- Un virement de la section de fonctionnement de 13,5 millions d'euros, conséquence d'un surplus de recettes de fonctionnement par rapport aux dépenses.

Ces recettes représentent un total de 27,6 millions d'euros. Elles étaient de 11,7 millions d'euros au BP 2016 puis de 19,4 millions d'euros au BP 2017. Cette progression souligne une épargne retrouvée et la capacité de la ville à financer ses investissements sur ses ressources propres.

5.3.2 Ressources externes

Les dépenses d'investissement 2018 seront également financées par les recettes suivantes :

- Un remboursement de la TVA acquittée sur les investissements de l'exercice 2016 (FCTVA) estimé à 3,5 millions d'euros (chapitre 10).

- Des recettes de taxe d'aménagement pour 1,5 million d'euros (chapitre 10).

- Des subventions d'investissement à hauteur de 8,9 millions d'euros (chapitre 13)

- Un programme de cessions foncières pour 6,0 millions d'euros (chapitre 024) incluant notamment des terrains à céder à l'aménageur, dans la ZAC Boissière Acacia.

5.3.3 Recours à l'emprunt

Le budget 2018 s'équilibre avec un recours à l'emprunt inscrit de 30,0 millions d'euros (somme équivalente à 2017 où 16,0 millions avaient été mobilisés), dont 10,0 millions d'euros de report d'un emprunt contracté fin 2017 avec l'Agence France Locale et encore non mobilisé à ce jour et 20,0 millions d'euros d'emprunts nouveaux.

Ce niveau d'emprunt constitue celui d'équilibre du budget, l'objectif demeure de stabiliser l'encours de dette de la ville pour augmenter les marges de manœuvre en investissement.

Ce budget malgré les contraintes, est ambitieux et soutenable pour les Montreuillois. Il préserve l'emploi public de la collectivité qui concourt à l'exercice du service public.